

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union-Discipline-Travail

-----  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR  
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE  
-----



**Cellule d'Intelligence Economique et Financière  
(CIEF)**

**ANALYSE  
DES AGREGATS  
ECONOMIQUES ET  
BUDGETAIRES**

*Abidjan, novembre 2019*

---

## INTRODUCTION

---

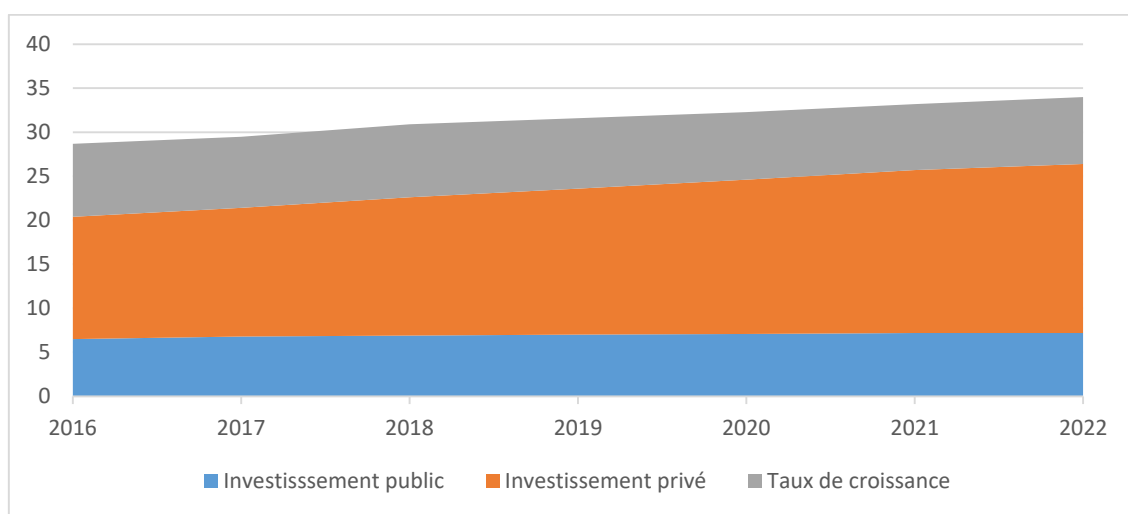
La Côte d'Ivoire a connu un ralentissement de sa dynamique économique au cours de la décennie d'instabilité. Avec le retour à la normalité, Elle a initié un ensemble de réformes en vue d'accélérer la création de la richesse, rétablir l'équilibre extérieur et assurer la transformation de son économie. L'analyse des secteurs économiques met en évidence la performance économique retrouvée eu égard à l'évolution récente des agrégats macroéconomiques. Une comparaison avec les meilleures performances de la sous-région et le positionnement par rapport aux critères de convergence renseignent sur les perspectives économiques et les défis à relever pour maintenir la trajectoire de croissance.

## I- SECTEUR REEL

La dynamique du secteur réel indique une hausse continue du taux de croissance réel effectif liée à un fort taux d'investissement public et privé, avec un niveau d'inflation maîtrisé, en dessous du seuil communautaire prescrit.

Le niveau d'investissement public bien qu'important semble favorable à l'investissement privé dont le taux de croissance indique un doublement de celui des investissements publics. Cette dynamique semble mettre en exergue la justesse des investissements qui sans évincer le secteur privé, semble plutôt lui être favorable, traduisant la vision de l'Etat qui a inscrit le secteur privé au cœur de la mise de la réalisation du Plan National de Développement. En effet, l'investissement dans les infrastructures, (ponts, routes, énergies, etc.) combinés à l'amélioration globale de l'environnement ont été favorable à l'essor aux investissements privés dont les projections demeurent optimistes.

Figure 1 : Evolution des investissements publics / privé et taux de croissance



L'inflation connaît une légère hausse, toutefois cette hausse reste en deçà des critères de convergence de l'UEMOA. C'est à juste titre que l'économie ivoirienne reste l'une des plus dynamiques de la sous-région ouest-africaine avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à 7%.

## Secteur réel

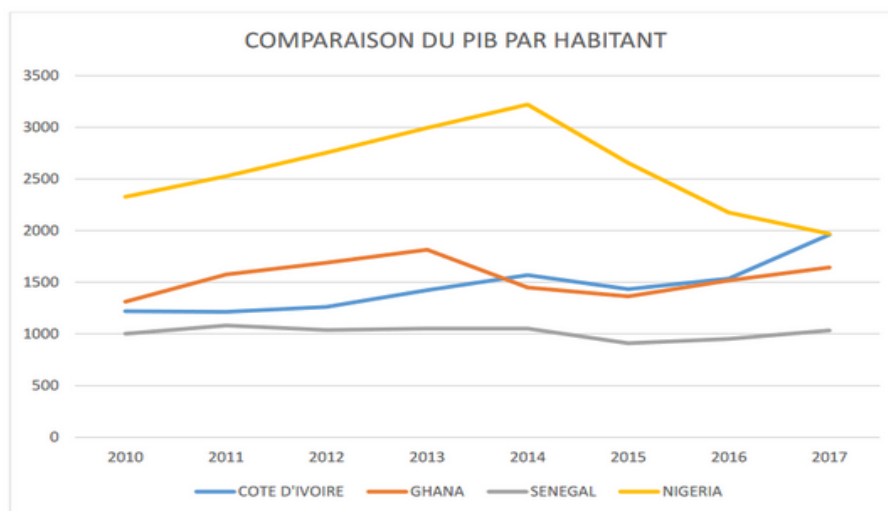
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
				prév.	prév.	prév.	prév.
<i>PIB Nominal (milliards FCFA)</i>	21 561,69	23 589,60	25 867,32	28 347,99	30 983,39	33 821,81	36 986,44
<i>PIB réel (milliards FCFA)</i>	17 291,96	18 693,98	20 237,27	21 858,47	23 542,21	25 298,23	27 218,49
<i>Croissance du PIB réel (%)</i>	8,3	8,1	8,3	8,0	7,7	7,5	7,6
<i>Inflation (%)</i>	0,7	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
<i>Taux d'investissement en %</i>	20,5	21,4	22,6	23,5	24,6	25,6	26,4
<i>public</i>	6,5	6,8	6,9	7,0	7,1	7,2	7,2
<i>privé</i>	13,9	14,6	15,7	16,6	17,5	18,5	19,2

Source: MEF/DPPES

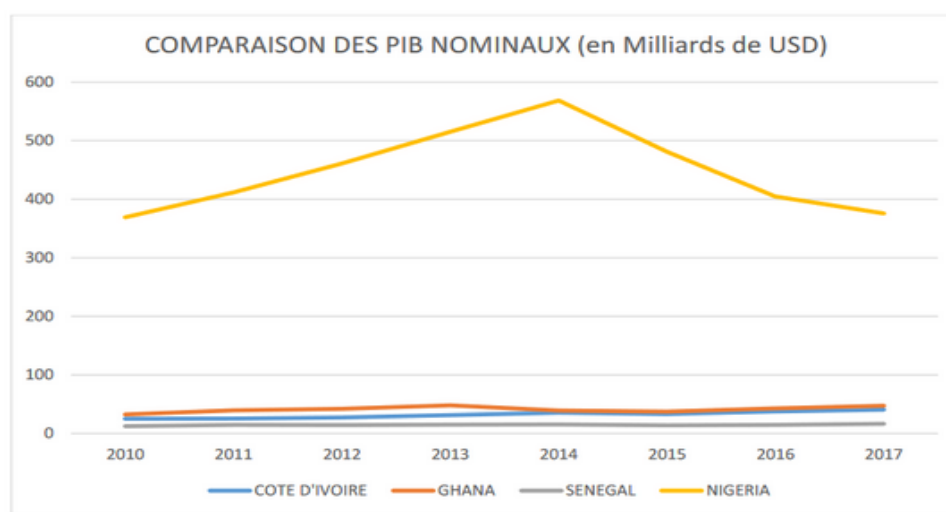
## Tableau de comparaison (Côte d'Ivoire, Ghana, Sénégal, Nigeria)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<i>PIB CI (en milliers de USD)</i> <i>(PIB CI/H)</i>	24,88 1219,75	25,38 1214,70	27,04 1262,48	31,27 1423,68	35,37 1569,93	33,14 1434,33	37,37 1535,07	40,39 1962
<i>PIB GHANA (en milliers de USD)</i> <i>(PIB G/H)</i>	32,17 1312,61	39,57 1574,96	41,94 1689,80	47,81 1814,68	39,09 1449,66	37,34 1363,63	42,8 1517,50	47,33 1644,49
<i>PIB SÉNÉGAL (en milliers de USD)</i> <i>PIB (S/H)</i>	12,45 1002,53	14,39 1081,94	14,23 1038,08	14,85 1051,75	15,3 1052,13	13,64 910,77	14,68 952,77	16,37 1033,07
<i>PIB NIGERIA (en milliers de USD)</i> <i>(PIB N/H)</i>	369,1 2327,32	411,7 2527,94	461 2755,30	515 2996	568,5 3221,68	481,1 2655,16	404,7 2175,67	375,8 1968,56

Sources : Banque Mondiale



Le PIB par habitant de la Côte d'Ivoire suit une tendance haussière de 2010 à 2017 passant de 1220 à 1962 dollars US sur cette période. En comparaison, les PIB par habitant du Nigeria et du Ghana qui ont crû jusqu'à 2014 pour le premier et 2013 pour le second enregistrent un ralentissement. En conséquence, le PIB par habitant de la Côte d'Ivoire qui se situait au-dessus de celui du Sénégal et en dessous de celui du Ghana, passe au-dessus de celui de ce dernier à partir de 2014 et poursuit sa progression jusqu'à rejoindre celui du Nigeria en 2017.

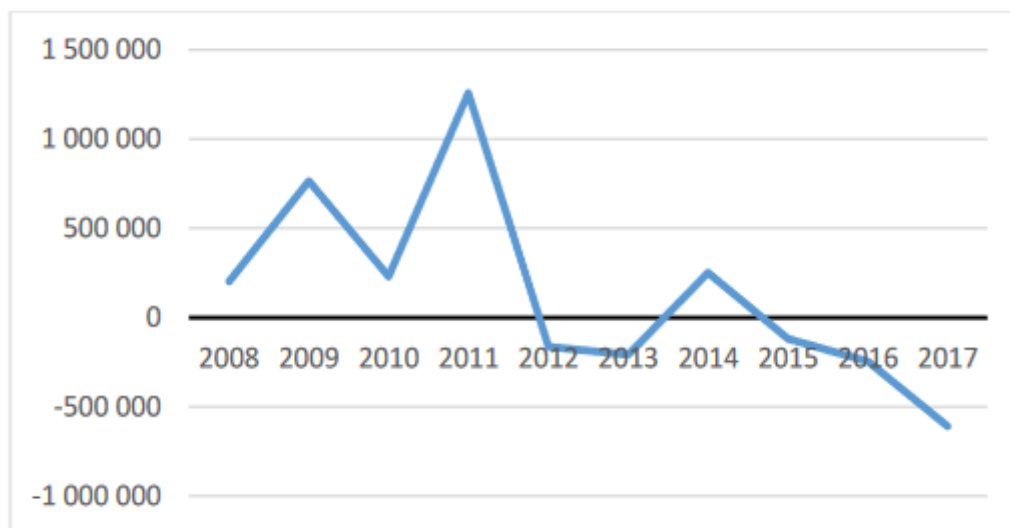


Sur la période de 2010 à 2017 le PIB nominal de la Côte d'Ivoire connaît une légère progression passant de 24,88 Milliards d'USD à 40,39 Milliards d'USD. Il reste toutefois inférieur au PIB du Ghana qui atteint 47,33 Milliards d'USD en 2017. Le PIB du Sénégal quant à lui reste pratiquement constant entre 2010 et 2017 atteignant 16,37 Milliards d'USD en 2017. Le géant Nigérien dont le PIB a toujours représenté plus de dix fois celui des trois premières cités a vu son PIB passer de 411,7 Milliards d'USD en 2010 à 568,5 Milliards d'USD en 2014 puis reculer jusqu'à 375,8 Milliards d'USD en 2017.

## II- SECTEUR EXTERIEUR (BALANCE DES PAIEMENTS)

### 2.1. Le solde courant

Figure 1 : Évolution du solde courant de 2008 à 2017 (en million de FCFA)



Les déficits constatés en 2012 et 2013 résultent des effets de la crise socio-politique de 2011. En 2012, le déficit courant s'est élevé à 163,651 milliards de FCFA et en 2013, le déficit s'est creusé davantage pour atteindre 208,846 milliards de FCFA, soit 1.4% du PIB. Ce déficit est en partie dû à une baisse de production du cacao en raison du vieillissement des vergers et du repli des cours mondiaux dans la même période. Au cours de l'année 2014, une nette amélioration du compte courant a été observée avec un surplus courant enregistré de plus de 250 milliards de FCFA (soit 1.5% du PIB). En 2015, le solde courant est ressorti déficitaire de 119,054 milliards de FCFA et s'est aggravé en 2017 pour atteindre un déficit de 609,162 milliards de FCFA.

L'examen de la Balance des Paiements met en évidence d'une part, la constance des excédents commerciaux et des déficits structurels enregistrés au niveau des services ainsi qu'au niveau des revenus primaires et secondaires, d'autre part. Le déficit cumulé de ces trois (3) postes a fluctué entre 1 200 et 2600 milliards de FCFA par an et a régulièrement dominé l'excédent commercial annuel pour situer le solde courant à un niveau généralement déficitaire sur la période après 2011. Le déficit au niveau des revenus primaires et secondaires s'explique par le déséquilibre constaté au niveau de certaines opérations particulières telles que les paiements des intérêts sur la dette publique, le rapatriement des dividendes et les envois de fonds des travailleurs résidents dans leur pays d'origine. Quant au niveau des services, le déficit s'explique par l'accroissement des dépenses liées au fret, aux autres services, contrairement aux exportations de services qui croissent à un rythme moins élevé.

Cette dynamique met en relief les préoccupations majeures liées à de la dette Etatique, au financement de l'Etat, à la gestion de la stratégie nationale d'exportation, et à l'amplification du tourisme. La dette non génératrice d'intérêt pourrait être perçue comme une dette optimale. De surcroît, l'implémentation de discussion avec les bailleurs pour l'octroi de dette en franc FCFA serait une avancée notable. Parallèlement, la mise en place d'un ensemble de règles pour l'encadrement des rapatriements des fonds des entreprises, afin d'éviter une fuite massive des capitaux.

## 2.2. Le solde du compte de capital :

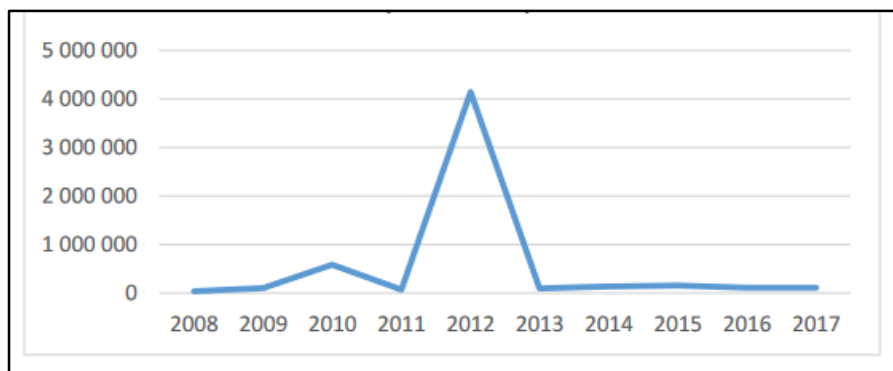
Le compte de capital s'est soldé par un excédent évalué en moyenne à environ 555,532 milliards de FCFA sur la période. Cette situation relève notamment :

- L'allègement de la dette de l'Etat dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) ;
- Des entrées de ressources au titre des dons projets octroyés à l'Administration Publique ;
- Des dons des organismes internationaux au profit du secteur privé.

En somme, les transferts de capitaux dans leur ensemble ont été généralement insuffisants pour financer les déficits courants dégagés par la balance des paiements, d'où un besoin de financement de l'économie ivoirienne. Cette conjoncture fait ressurgir l'épineuse question de la mobilisation des ressources aux fins du financement des activités étatiques.

Il convient de noter qu'aucun allègement de dette n'a été accordé à l'Etat ivoirien après ceux obtenus de 2009 à 2012 dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

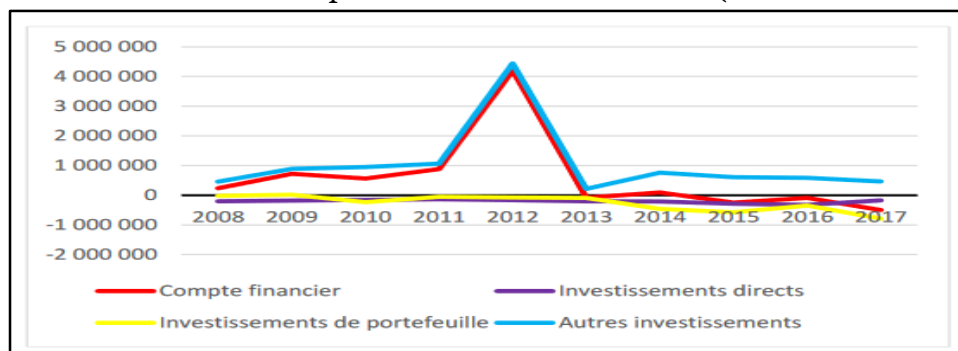
Figure 2 : Évolution du compte de capital de 2008 à 2017 (en million de FCFA)



## 2.3. Le solde du compte financier :

Le solde du compte financier en 2012 est induit par l'admission de la Côte d'Ivoire à l'initiative en faveur des PPTE. Les flux d'investissements directs ont observé une hausse constante en liaison avec le besoin de renouvellement de certains outils de production détruits pendant la crise, l'implantation de nouvelles usines et le développement des industries extractives. Les investissements de portefeuille ont aussi connu une progression impulsée à la fois par les prises de participations dans le capital des sociétés non financières et par les transactions sur les titres de créance émis par le Trésor public avec l'émission d'eurobonds en 2014 et 2015. In fine, l'évolution du compte financier indique que l'économie ivoirienne est débitrice vis-à-vis de l'extérieur. Le déficit continu du compte de transaction courante en est une preuve. Cette réalité économique met en relief la question de l'endettement de l'Etat Ivoirien.

Figure 3 : Evolution du compte financier de 2012 à 2016 (en milliards de FCFA)

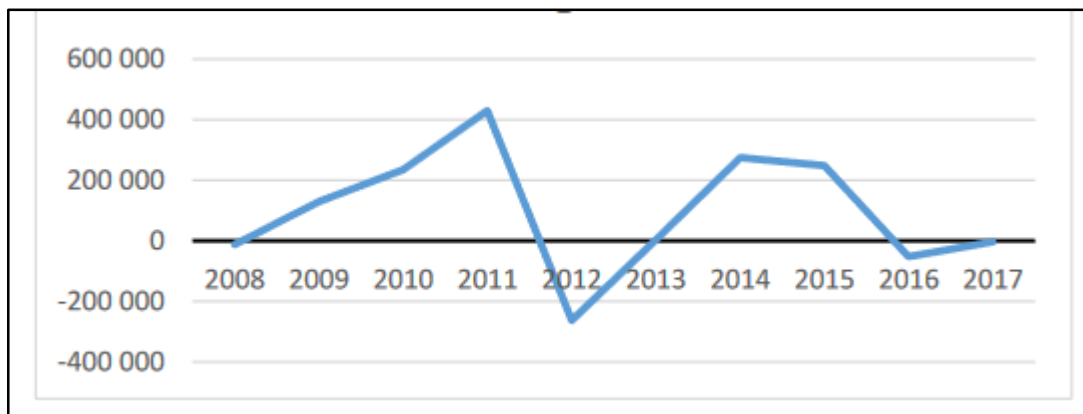


## 2.4. Le solde global :

Il résulte de l'évolution des soldes courant, de capital et financier de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire, un solde global qui est ressorti structurellement excédentaire sur la période 2008-2017. L'excédent global s'est établi autour de 98,295 milliards en moyenne annuelle sur la période. Cet excédent a atteint son point culminant en 2014 avec plus de 270 milliards de FCFA enregistrés (voir figure 4 ci-dessous).

Le solde global est ressorti déficitaire en 2008, 2012, 2016 et en 2017.

Figure 4 : Evolution du solde global de 2012 à 2016 (en milliards de FCFA)





Poste	2008	2009	2010	2011	2012
<i>Compte des transactions courantes</i>	201 910	763 803	230 156	1 256 449	-163 651
<i>Biens et services</i>	754 733	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101
<i>Biens</i>	1 508 741	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638
<i>Marchandises générales</i>	1 483 395	1 910 678	1 702 952	2 548 306	1 234 740
<i>Dont : Réexportations</i>	0	0	0	647	217
<i>Exportations nettes dans le cadre du négoce</i>	-103	-22	481	-3 432	4 003
<i>Or non monétaire</i>	25 449	99 323	90 257	271 470	326 895
<i>Services</i>	-754 008	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537
<i>Transport</i>	-571 997	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490
<i>Dont : Fret</i>	-511 852	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572
<i>Voyage</i>	-107 833	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974
<i>Autres services</i>	-74 177	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074
<i>Revenus primaires</i>	-403 945	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922
<i>Revenus des salariés</i>	78 522	78 944	80 393	80 747	81 651
<i>Revenus des investissements</i>	-482 467	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929
<i>Autres revenus primaires</i>	0	0	0	-275	2 355
<i>Revenus secondaires</i>	-148 878	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830
<i>Administrations publiques</i>	112 781	234 153	35 389	-13 862	-22 133
<i>Dont Aides budgétaires reçues</i>	144 753	261 753	65 546	-13837	29 678
<i>Autres secteurs</i>	-261 659	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696
<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	-327 821	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786
<i>Compte de capital</i>	39 996	106 206	583 585	72 973	4 141 121
<i>Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.</i>	1057	-501	-316	-87	-453
<i>Transfert en capital</i>	38 939	106 707	583 901	73 060	4 141 574
<i>Administrations publiques</i>	38 800	105 600	583 901	72 861	4 141 564
<i>Remises de dettes</i>	0	56 100	542 907	51 000	4 090 034
<i>Autres secteurs</i>	139	1 107	0	199	10
<i>Compte financier</i>	235 720	724 261	566 700	879 731	4 202 136
<i>Investissements directs</i>	-199 787	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313
<i>Investissements de portefeuille</i>	-21 485	14 356	-230 003	-49 582	-72 649
<i>Dérivés financiers</i>	2 779	3 557	3 632	0	0
<i>Autres investissements</i>	454 214	888 890	948 622	1 064 411	4 436 098
<i>Administration publique</i>	173 600	155 200	446 077	-413 732	3 973 290
<i>Autres secteurs</i>	280 614	733 690	502 544	1 478 143	462 808
<i>Erreurs et omissions nettes</i>	-19 647	-17 457	-12 334	-21 034	-39 063
<i>Solde global</i>	-13 462	128 291	234 706	428 657	-263 500
<i>Avoirs et engagements extérieurs</i>	13 462	-128 291	-234 706	-428 657	263 500
<i>Banque centrale</i>	39 925	-145 715	-285 447	-299 438	354 983
<i>Autres institutions de dépôts</i>	-26 463	17 424	47 741	-129 219	-91 483

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
<i>Compte des transactions courantes</i>	-208 846	252 169	-119 054	-245 501	-609 162
<i>Biens et services</i>	453 375	846 936	680 172	638 360	584 672
<i>Biens</i>	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822	1 959 311
<i>Marchandises générales</i>	1 193 526	1 567 103	1 426 952	1 335 357	1 468 605
<i>Dont : Réexportations</i>	5 900	634	65	10 035	8 480
<i>Exportations nettes dans le cadre du négoce</i>	1 543	124	125	379	774
<i>Or non monétaire</i>	284 153	347 605	446 953	482 086	489 931
<i>Services</i>	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462	-1 374 639
<i>Transport</i>	-788 747	-800 849	-872 191	-697 431	-755 130
<i>Dont : Fret</i>	-694 453	-692 706	-775 779	-684 395	-720 914
<i>Voyage</i>	-98 936	-107 463	-118 047	4 521	6 147
<i>Autres services</i>	-138 163	-159 585	-203 620	-486 552	-625 656
<i>Revenus primaires</i>	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781	-893 711
<i>Revenus des salariés</i>	82 794	83 022	83 846	72 680	41 590
<i>Revenus des investissements</i>	-528 037	-538 728	-685 987	-717 384	-944 792
<i>Autres revenus primaires</i>	109	6 378	6 641	6 923	9 491
<i>Revenus secondaires</i>	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080	-300 123
<i>Administrations publiques</i>	64 633	124 164	98 120	83 379	88 603
<i>Dont Aides budgétaires reçues</i>	105 393	167 074	154 020	147 590	150 890
<i>Autres secteurs</i>	-281 720	-269 603	-301 845	-329 459	-388 726
<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	-256 402	-260 603	-269 125	294 048	-354 931
<i>Compte de capital</i>	94 771	138 570	156 408	110 866	111 832
<i>Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.</i>	-1 563	1 269	5	-2	-29
<i>Transfert en capital</i>	96 333	137 301	156 403	110 869	111 861
<i>Administrations publiques</i>	96 333	137 282	128 600	106 193	115 236
<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres secteurs</i>	0	19	27 803	4 675	-3 375
<i>Compte financier</i>	-79 976	89 889	-250 288	-87 376	-496 638
<i>Investissements directs</i>	-204 471	-208 928	-283 782	-325 471	-173 607
<i>Investissements de portefeuille</i>	-86 147	-462 819	-574 191	-349 256	-783 567
<i>Dérivés financiers</i>	0	0	0	0	-2 953
<i>Autres investissements</i>	210 642	761 636	607 684	587 351	463 490
<i>Administration publique</i>	-190 731	-95 476	-174 500	-53 565	-314 252
<i>Autres secteurs</i>	401 373	857 112	782 184	640 916	777 742

### III- ÉVOLUTION DES INDICATEURS DE CONVERGENCE POUR LA COTE D'IVOIRE

Évolution des indicateurs de convergence pour la côte d'ivoire

	2017	2018		2019 (PR)	2020 (PR)	2021 (PR)	2022 (PR)	2023 (PR)
		PI	PR					
<b>Critères de premier rang</b>								
<i>Solde global/PIB (&gt;=-3%)</i>	-4,5	-3,7	-4,0	-3,0	-2,9	-2,9	-2,4	-2,6
<i>Taux d'inflation (&lt;=3%)</i>	0,7	<=3,0	0,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
<i>Encours de la dette publique/PIB (&lt;=70%)</i>	45,3	42,6	48,2	48,3	48,1	46,9	47,4	48,1
<b>Critères de second rang</b>								
<i>Masse salariale/Recettes fiscales (&lt;=35%)</i>	41,5	40,5	41,4	39,0	36,4	34,2	34,2	32,3
<i>Taux de pression fiscale (&gt;=20%)</i>	16,5	15,6	16,5	17,0	17,3	17,4	17,0	17,3
<i>Taux de croissance du PIB</i>	<b>7,7</b>	<b>8,3</b>	<b>7,7</b>	<b>7,8</b>	<b>7,1</b>	<b>7,4</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>

Source: UEMOA / CNPE-Côte d'ivoire

L'état de convergence en 2018 se présente comme suit :

□ **Critères de premier rang**

- le ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal se situerait à - 4,0% contre - 4,5% en 2017. Il était prévu à -3,7% dans le Programme 2018-2022 ;
- Le taux d'inflation annuel moyen s'établirait à 0,5% en 2018 contre 0,7% 2017 ;
- Le ratio de l'encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal ressortirait en 2018 à 48,2% contre 45,3% en 2017. L'objectif était de 42,6 % dans le Programme 2018-2022.

□ **Critères de second rang**

- le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales ressortirait à 41,4% contre 41,5% en 2017;
- le taux de pression fiscale se situerait à 16,5% comme en 2017. L'objectif était de 15,6% dans le Programme 2018-2022.

Au total, à l'exception du ratio du solde budgétaire, les deux autres critères de premier rang seraient respectés en 2018 comme en 2017. Aucun des deux critères de second rang ne le serait.

Les principaux objectifs du Programme pluriannuel de convergence de la Côte d'Ivoire sont:

- un taux de croissance moyen du PIB réel de 7,2 % sur la période 2019-2023 ;
- un taux de pression fiscale en progression qui passerait de 17,0% en 2019 et 17,3% en 2023 ;
- un déficit budgétaire global qui se réduirait de 3,0 % en 2019 à 2,6 % en 2023 ;
- un taux d'endettement qui baisserait de 48,3 % en 2019 à 48,1 % en 2023.

## IV- PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

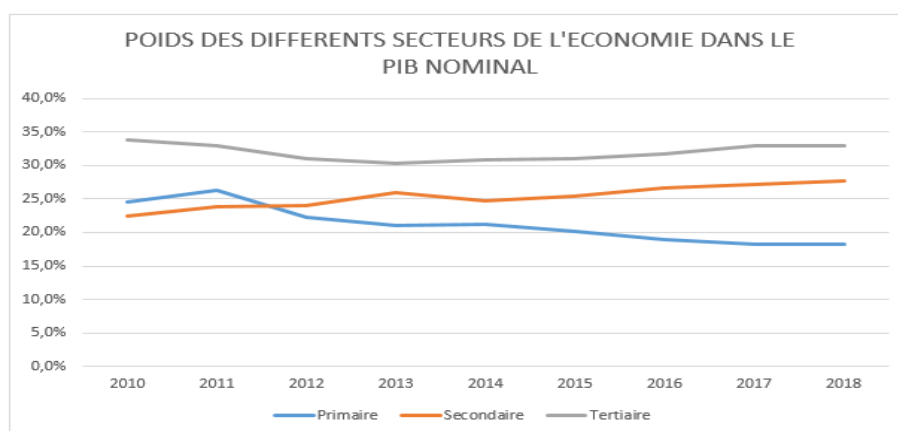
### Principaux indicateurs macroéconomiques

Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<i>PIB Nominal</i>	12 324,7	12 112,7	13 677,3	15 445,8	16 890,9	18 774,5	21 058,5	23 315,6	25 864,6
<i>Poids des secteurs ( en % du PIB)</i>									
<i>Primaire</i>	24.5	26,3	22.2	21,0	21,2	20,2	19.0	18,2	18,3
<i>Secondaire</i>	22.4	23,9	24,0	26,0	24,8	25,5	26,7	27,1	27,7
<i>Tertiaire</i>	33.9	33.0	31.0	30.3	30,9	31,1	31.7	33,0	33,0
<i>Taux de croissance réel du PIB (en %)</i>	2,0	-42	10,1	9,3	8,5	9.2	9.3	8,9	8,8
<i>Contribution à la croissance (en point de croissance)</i>									
<i>Primaire</i>	-0,9	0,6	0,0	1,1	2,2	0,5	0,4	1,1	1,6
<i>Secondaire</i>	-1,0	-2.8	1.4	5,3	0,8	3,0	4,0	2.2	2.6
<i>Tertiaire</i>	3.9	-2.0	8.7	2.9	5.5	5,7	4.9	5,6	4,6
<i>Taux d'investissement (en % du PIB)</i>	12.3	8.9	12.8	17,0	18.7	20,1	23.3	23.3	23,4
<i>Dont investissement public (en % du PIB)</i>	3.4	2,6	5.5	6.3	6.1	6,9	9.5	8,8	8,7
<i>Taux d'inflation moyen annuel (en %)</i>	1.8	4,9	1,3	2.6	0,4	1,2	1.5	1,5	2,0
<i>Recettes totales et dons</i>	2 282.7	1 725.9	2 621.5	3 039.5	3 293.3	3 916.8	4 375.8	4 868,1	5 417,8
<i>Recettes totales et dons / PIB (en %)</i>	15.6	16,4	16.2	15,6	15,2	15,7	16.7	16,8	16,8
<i>Dépenses totales</i>	2 498,8	2 212.0	3 053,9	3 385,6	3 669,6	4 469,8	5 210,3	5 710,3	6 272,7
<i>Dépenses globales / PIB (en %)</i>	14.3	17,6	15.6	13,9	14.0	14,8	13.8	13,7	13,1
<i>Solde budgétaire global, avec dons</i>	-216,1	-486,1	-432,5	-346,1	-376,2	-553,0	-834.6	-842,2	-855,0
<i>Solde budgétaire global, avec dons (en % du PIB)</i>	-1.8	- 5.4	-3.2	-22	-2.2	-2,9	-4.0	-3.6	-3,3
<i>Solde du compte courant (en % du PIB)</i>	1,9	-10.4	-1.2	-1.4	1.5	-0,6	-1,2	-1.9	-2,1
<i>Dettes/PIB (en %)</i>	63,0	69,9	33,9	34,0	36,9	40,8	41,8	41.8	41,4

Source: BCEAO, services nationaux, FMI

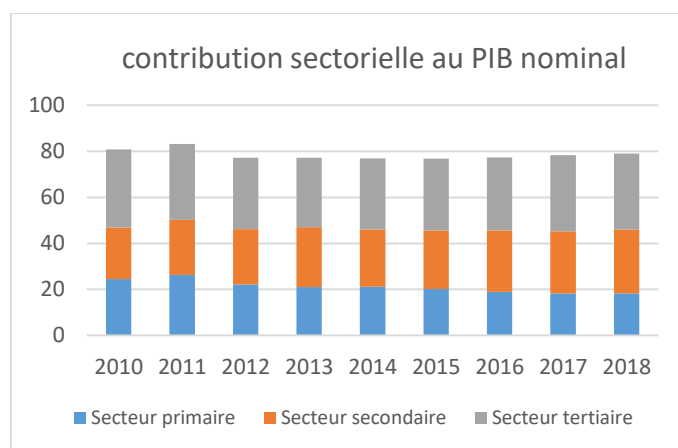
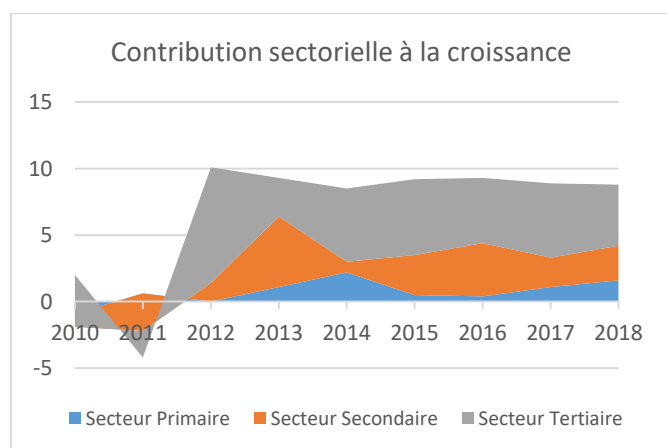
## □ Le PIB

A l'analyse de ce tableau, le secteur tertiaire est celui qui porte la croissance de l'économie ivoirienne, avec une contribution moyenne au PIB nominale de 31,98%. En deuxième position, vient le secteur secondaire avec 25,34%, et le secteur primaire avec 21,21%.



Cette logique est respectée sur le plan de la contribution à la croissance en termes de points. En effet, le secteur tertiaire demeure toujours en tête avec une moyenne de 3,91 ; le secteur secondaire est en seconde position avec 1,72 et le secteur primaire en dernière position avec 0,73.

Ci-dessus, sont présentés deux graphiques nécessaires à l'évaluation du poids de chacun des secteurs clés de l'économie, dans le PIB nominal et dans la croissance économique.



Pour rappel, le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à aux transports sans omettre les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers.... Ce pan de l'économie ivoirienne a porté la croissance et a évolué de 8,8% , grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+9,0%), les télécommunications (+8,7%), le commerce (+9,0%) et les autres services (10,5%)<sup>1</sup>. Cette dynamique a également été renforcée par les performances des secteurs primaires et secondaires. Ainsi, le secteur non marchand a progressé de 3,1% sous l'impulsion des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite de la politique de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Parallèlement, le secteur secondaire a connu une hausse de 7,3% après la performance moyenne de 15,2% enregistrée dans les années

<sup>1</sup> Notes sur les données économiques de la Côte d'Ivoire ,2017-2018.

antérieures, avant de connaître un ralentissement, expliqué principalement par la baisse de la production de l'industrie extractive (-3,6%) après les performances antérieures, le ralentissement de l'industrie des BTP (+12,0%) après plus de 29% de hausse en moyenne annuelle sur la période 2012-2016. Ce ralentissement est le fait d'une part des retards accusés dans certains projets (aménagement de la baie de Cocody, aménagement et bitumage de la voirie de la zone industrielle de Yopougon, etc...) et d'autre part, de la baisse de la consommation des matériaux de construction en liaison avec l'achèvement de plusieurs projets publics d'envergure (Barrage de Soubré, Aménagement et bitumage de la voirie revêtus d'Abidjan, etc ...).

Quant au secteur primaire, Bien qu'il soit en troisième position, il a connu une accélération moyenne de 6,6%, grâce à la forte progression de la production vivrière (+8,2%) et la consolidation de l'agriculture d'exportation (+4,8%). Il a bénéficié de la poursuite des investissements dans le secteur agricole et d'un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur tertiaire reste donc le plus grand contributeur au PIB de la Côte d'Ivoire avec un poids moyen de 32 % de 2010 à 2018. Fait notable, le secteur primaire traditionnellement prépondérant sur le secteur secondaire devient le troisième contributeur au PIB à compter de 2012. Cette inversion, caractéristique des changements structurels voulus par le gouvernement en vue de l'émergence économique à l'horizon 2020 est consécutive à une politique hardie du gouvernement pour la transformation des principales cultures de rente du pays (Cacao, anacarde...) ainsi que des réformes du secteur extractif et d'attirer plus d'investisseurs. La Côte d'Ivoire est ainsi devenue le premier broyeur de cacao au monde avec plus de 560 000 tonnes broyées sur place en 2016 devant les Pays Bas et les Etats Unis. La production industrielle d'or est passée à 24,488 tonnes d'or à fin 2018, contre 7 tonnes d'or en 2009, soit une hausse de 249,83% sur la période 2009-2018. Quant à la production de manganèse, elle a été de 791 911 tonnes en 2018, contre 207 000 tonnes en 2016.

#### □ **L'inflation**

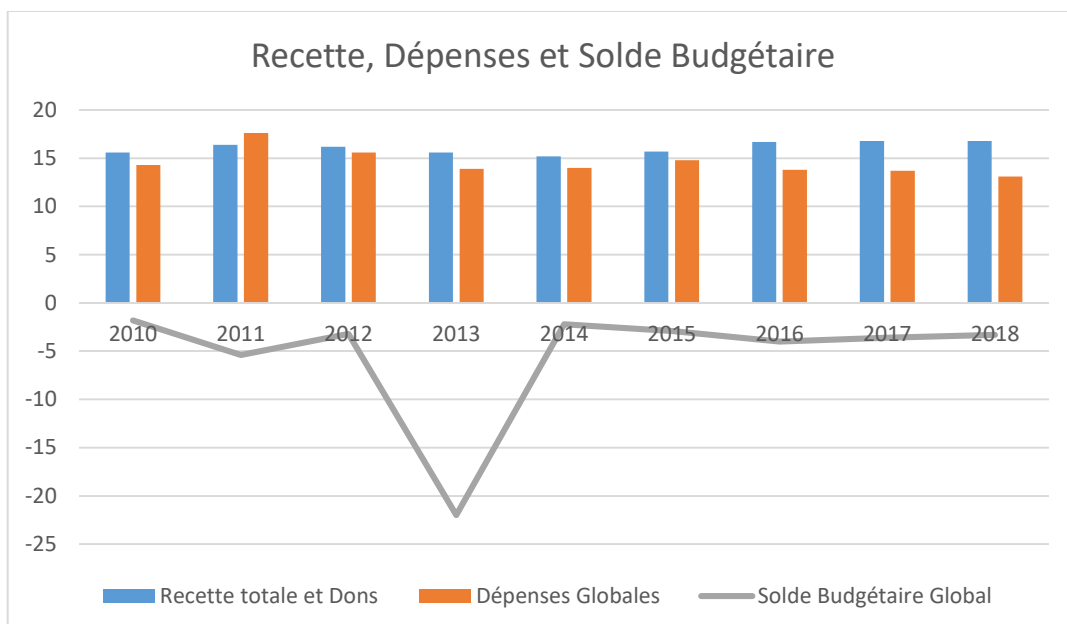
L'inflation sur la période 2010-2018, a été en moyenne de 2,0%, en dessous de la norme communautaire de 3%. Cette moyenne de l'inflation s'explique par l'accroissement de l'offre intérieure des denrées alimentaires, par la diversification des produits alimentaires, par la stabilité des prix des produits pétroliers, par un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et surtout par la mise en œuvre de la politique de lutte contre la cherté de la vie.

#### □ **L'investissement**

Le taux d'investissement est constamment en évolution avec une moyenne de 17,75% du PIB. En effet, les investissements ont été soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction.

#### □ **Le solde budgétaire**

Les recettes totales et dons sont continuellement inférieures aux dépenses totales. En conséquence, le solde budgétaire sur la période 2010-2018, est structurellement en situation de déficit. De ce fait, l'on assiste à un creusement du déficit budgétaire de 2010 à 2018 avec un déficit moyen estimé à hauteur de -549,07. A l'évidence, ce solde budgétaire continuellement déficitaire, est source de dettes intérieures et de dettes extérieures. Cette conjoncture économique révèle la position débitrice de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de l'extérieure et de l'intérieure sur cette dizaine d'années.



La hausse continue des dépenses publiques a une multiplicité de sources, dont le déblocage des avances indiciaires de l'ensemble des fonctionnaires, la construction et l'extension des Universités, la construction d'infrastructure d'envergure, le recrutement continu des fonctionnaires, les subventions aux écoles privées, aux Etablissements Publics Nationaux, aux collectivités et au secteur de l'électricité, etc....

Evidemment, les recettes totales étant absorbées par ce programme ambitieux d'investissement, la Côte d'Ivoire ne peut que recourir à l'endettement pour le financement de toutes ses dépenses, et donc de son budget.

La question du financement du budget est et demeure d'actualité. Ce déficit continu est source d'endettement continu. D'où la résurgence de l'épineuse question de la soutenabilité de la dette.

---

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

---

A l'analyse des statistiques reçues de la CIEF, plusieurs préoccupations majeures ont été relevées. Ces préoccupations s'articulent autour de plusieurs axes, notamment :

- La mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement de l'ETAT, voire la réalisation du PND 2016-2020 fortement corrélée à la dette.
- La stratégie de croissance axée sur la dynamique des investissements publics et privés.
- La transformation structurelle de l'économie.
- La maîtrise de l'inflation.

La stratégie de mobilisation des fonds de la Côte d'Ivoire est fortement tributaire d'un recours à la dette, coussin de confort de l'Etat. Ce constat soulève l'épineuse question de la soutenabilité de la dette de l'Etat ivoirien. L'approfondissement de cette préoccupation exige de se référer à certains indicateurs, en l'occurrence le risque de refinancement, le risque du taux d'intérêt, la structure du portefeuille de la dette relativement à l'exposition aux variations de change et au recours massif au marché des capitaux, le ratio de la valeur actualisée de la dette sur PIB, le ratio de la valeur actualisée de la dette sur les exportations de biens et services, le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires. De l'observation de ces indicateurs, il convient à titre de recommandations relatives à la gestion de la dette, de :

- Recourir et rendre dynamique la gestion active de la dette et de la trésorerie du fait du portefeuille libelle à majorité en dette négociable ;
- Surveiller l'évolution de la composante privée de la dette publique en encadrant les conditions d'endettement (Maturité, taux d'intérêt, devise, différé) ;
- Mettre en place un dispositif de suivi de la dette publique intérieure en définissant des normes de soutenabilité à l'instar de la dette publique extérieure ;
- S'assurer que tous les emprunts publics, y compris ceux non concessionnels soient contractés dans le cadre de la PNE, Politique Nationale d'Endettement afin de préserver la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques ;

Parallèlement, l'ETAT ivoirien dans un souci perpétuel de performance et dans sa vision d'émergence, a fait de l'investissement le principal levier de sa croissance. Les statistiques de la CIEF ont relevé le rôle majeur de l'investissement dans la croissance économique ivoirienne dans cette décennie.